

Liminaire CSE décembre 2018

Ce comité se réunit une semaine après l'annonce choc de la direction qui va ébranler tout l'édifice social de l'entreprise. Visiblement très macron-compatible, la présidente souhaite négocier une rupture conventionnelle collective pour « recomposer les effectifs », tout en s'attaquant à des pans entiers de l'accord collectif : temps de travail, nombre de congés, définition des métiers, etc. Un plan de départ dont on ne sait toujours pas s'il sera financé ni comment.

Déjà sur l'année 2019, le réseau régional va devoir économiser 20 ETP, alors que les besoins vont toujours croissant, qu'il va falloir mettre en œuvre les rapprochements avec France Bleu, le virage numérique et le triplement des programmes régionaux.

Nous souhaitons entendre la direction sur les déclinaisons et conséquences potentielles de ce projet sur le réseau et ses salariés. Quelle est la ligne d'horizon ? Un rétrécissement à la vanvéenne ?

Nous allons en parler au cours de ce CSE : que restera-t-il de la station de France 3 Paris Ile-de-France après son déménagement au siège ? Moins d'une centaine de personnes, plus de personnels et d'infrastructures techniques dédiées, bref, une mise sous tutelle par le siège et une perte d'indépendance manifeste. La plus petite station régionale du réseau pour la plus peuplée des régions de France, cherchez l'erreur...

Comment la direction entend-elle faire face à la souffrance que cela va générer chez des salariés déjà fragilisés ? Perte de sens au travail, éclatement du collectif, sentiment d'isolement et perte d'autonomie, tels sont les risques potentiels.

Nous réaffirmons ici notre opposition à ce projet qui n'a d'autre raison d'être qu'une approche purement financière. Il va à l'encontre du sens de l'Histoire, qui milite au contraire pour une proximité accrue avec les citoyens...

La proximité justement. Elle en a pris un sacré coup le week-end dernier. À cause d'une faute incompréhensible et injustifiable dans le 19/20 de la rédaction nationale. Le résultat d'années de travail sur le terrain risque de partir en fumée. Une photo de l'AFP y a été manipulée, donc censurée, pour supprimer le mot « dégage » sur une pancarte s'adressant au président Macron, brandie par un gilet jaune.

L'affaire a vite fait les titres de la presse et le tour des réseaux sociaux. Que reste-t-il de notre crédibilité, particulièrement en cette période sévèrement complotiste ?

Si le pourquoi et le comment de ce charcutage doivent être abordés par le CSE du siège, les répercussions désastreuses, voire dangereuses, concernent notre CSE réseau.

Depuis un mois, les conditions de tournage sur les manifestations se sont durcies. Méfiance, défiance, insultes, intimidations, menaces, coups, destructions de matériels, nos équipes en prenaient déjà plein la tête. Depuis samedi, c'est encore pire. Des salariés ont peur, au point d'être angoissés d'aller tourner sur des manifs. La direction doit prendre la pleine mesure de la dégradation de la situation. Et qu'elle ne pense pas que ça va se tasser avec le temps. Un tel bidonnage va coller durablement à l'image de France 3 et l'altérer.

La déconnexion du terrain a visiblement encore de beaux jours devant elle...

Paris, le 18 décembre 2018